



COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

AIDE À L'INVESTISSEMENT IMMOBILIER DES ENTREPRISES

DOSSIER DE DEMANDE

SIÈGE ADMINISTRATIF

34 Av. de Toulouse CS 70009
31390 Carbonne
t 05 61 90 80 70 - f 05 61 87 96 82
contact@cc-volvestre.fr
www.cc-volvestre.fr



créateur
DE LIENS

volvestre.fr

Les demandes de subventions au titre de l'aide à l'investissement immobilier des entreprises sont à déposer auprès de la Communauté de Communes du Volvestre (CCV), Monsieur le Président, 34 avenue de Toulouse, CS 70009, 31390 CARBONNE.

Les dossiers peuvent être présentés à n'importe quelle période de l'année, mais impérativement avant le démarrage de l'opération et accompagnés d'un courrier daté et signé sollicitant l'aide à l'investissement immobilier.

La CCV confirmera la réception du dossier complet à l'entreprise. Cet accusé réception ne vaut pas attribution de subvention mais permet à l'entreprise de démarrer l'opération et d'engager des dépenses.

Après instruction du dossier, la décision d'octroi de l'aide sera soumise à l'approbation de la commission Développement Economique, du Bureau et du Conseil Communautaire. Après avis favorable, il sera établi une convention d'attribution de subvention, entre la CCV et l'entreprise, et éventuellement la SCI ou le crédit bailleur.

Le versement de la subvention interviendra en deux versements :

- 20 % lorsque l'opération justifiera d'un degré d'exécution d'au moins 25%, à condition que 30 % des dépenses soient acquittées (justification sur factures acquittées),
- le solde, versé au prorata des travaux réalisés (justification sur factures acquittées), et des emplois créés par rapport au projet initial.

CONTACT :

Direction du Développement Territorial

34 avenue de Toulouse – CS 70009 – 31390 CARBONNE ● 05 60 90 80 70

● Antoine DELBOSC ● 05 61 90 80 76 ● economie@cc-volvestre.fr

● Yoann PICARONIE ● 05 36 17 20 05 ● y.picaronie@cc-volvestre.fr

Informations et documents téléchargeables sur le site de la CCV : www.volvestre.fr

Le dossier de demande de subvention devra être accompagné d'un courrier daté et signé sollicitant l'aide à l'investissement immobilier et comporter les éléments suivants :

I. CARTE D'IDENTITE DE L'ENTREPRISE

Raison sociale :

Adresse du siège social :

.....

.....

Adresse de l'établissement concerné (si différente) :

.....

.....

Tel / mail :

Responsable(s) dirigeant(s) :

Forme juridique :

Code NAF :

Activités principales :

.....

Autres activités :

.....

Date de création :

N° SIRET :

Capital social :

Effectif de l'entreprise :

Chiffres d'affaires N-1 :

Nom des entreprises liées et/ou partenaires (SCI) :

Autres implantations :

II. PRESENTATION DE L'ENTREPRISE

Présentation de l'entreprise :

Historique :

Activité :

Savoir-faire :

Clientèle :

Concurrence :

Perspectives d'évolution :

III. MOYENS HUMAINS

Situation des effectifs en contrats à durée indéterminée en équivalent temps plein(1), sur le territoire de la CCV :

| | Administratif | Commercial | Production |
|---|----------------------|-------------------|-------------------|
| Employé/Ouvrier | | | |
| Agent de maîtrise/cadre intermédiaire | | | |
| Cadre | | | |
| Cadre de direction | | | |
| TOTAL CDI | | | |
| Autre type de contrat (CDD, interim, apprenti...) | | | |

(1) Par exemple une personne travaillant à mi-temps correspond à 0,50 ETP, une personne travaillant à 80% correspond à 0,80 ETP...)

Si concerné, liste et caractéristiques des emplois envisagés en lien avec le projet immobilier dans les 3 prochaines années :

IV DONNEES FINANCIERES

Données des comptes de résultat des 3 derniers exercices + prévisionnel année en cours :

| | 2018 | 2019 | 2020 | PREVISIONNEL 2021 |
|-------------------------|------|------|------|-------------------|
| Chiffre d'affaires | | | | |
| Résultat d'exploitation | | | | |
| Résultat financier | | | | |
| Résultat exceptionnel | | | | |
| Résultat net | | | | |
| Effectif (en ETP) | | | | |

V. PRESENTATION DU PROJET IMMOBILIER

Explication sur les investissements à réaliser par l'entreprise (intérêt, nature, surface, description et échéancier de réalisation) :

VI. COUT ET PLAN DE FINANCEMENT

Coût du projet détaillé par lots et fournisseurs :

| Lots des travaux ou de l'acquisition | Fournisseur ou Prestataire | Coût HT | Date de réalisation |
|---|-----------------------------------|----------------|----------------------------|
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| TOTAL | | | |

Financement du projet détaillé par apport : emprunt, crédit-bail, autofinancement, subventions...

| | Montant HT | Partenaire |
|----------------------------|-------------------|-------------------|
| Emprunt bancaire | | |
| Crédit-bail | | |
| Autofinancement | | |
| Subvention publique | | |
| Autres | | |
| TOTAL | | |

VII. PIÈCES À JOINDRE

- Kbis de moins de 3 mois
- Statuts (avec la constitution du capital)
- Bilans et comptes de résultat des 3 derniers exercices
- Prévisionnel financier sur les 3 prochaines années
- Si acquisition : plan de situation + promesse de vente ou acte notarié
- Si travaux : plan de situation, plan de masse, descriptifs et estimatifs détaillés des travaux, notice descriptive des aménagements ou dispositifs environnementaux
- L'attestation bancaire portant sur les financements prévus
- Pour les projets portés par une SCI : Kbis, statuts, répartition du capital social et projet de contrat de location
- Pour les entreprises appartenant à un groupe : organigramme précisant les niveaux de participation, les chiffres d'affaires et les bilans des entreprises du groupe.
- Attestation sur l'honneur du dirigeant précisant les aides publiques perçues au cours des 3 derniers exercices (modèle ci-après)
- Déclaration sur l'honneur du dirigeant certifiant être en règle au niveau fiscal et social et confirmant les engagements de l'entreprise (modèle ci-après)
- RIB

DECLARATION SUR L'HONNEUR : ENGAGEMENTS DE L'ENTREPRISE

Je soussigné(e),

Agissant en qualité de dirigeant(e) de l'entreprise

Située

DECLARE SUR L'HONNEUR

- Avoir pris connaissance du règlement d'aide à l'investissement immobilier de la CCV
- Etre à jour de mes obligations sociales et fiscales
- Employer emploi(s) en contrat à durée indéterminée en équivalent temps plein dans le tènement immobilier faisant l'objet de la demande d'aide
- Employer emploi(s) en contrat à durée indéterminée en équivalent temps plein dans les autres unités de l'entreprise sur le territoire de la CCV

ET M'ENGAGE

- A maintenir pendant une période d'au moins 5 ans l'activité de l'entreprise dans les bâtiments pour lesquels l'entreprise bénéficie de l'aide à compter de la date d'achèvement de l'opération
- En cas de bonus emploi, à créer, dans les 3 ans suivant la fin de l'opération emploi(s) en contrat à durée indéterminée en équivalent temps plein sur le territoire de la CCV, portant de à l'effectif de l'entreprise sur ce territoire, et à les maintenir pendant au moins 3 ans.

Fait à , le

(cachet de l'entreprise et signature du dirigeant)

ATTESTATION SUR L'HONNEUR DES AIDES PUBLIQUES RECUES OU SOLLICITEES

Je soussigné(e),

Agissant en qualité de dirigeant(e) de l'entreprise

Située

ATTESTE SUR L'HONNEUR

Avoir reçu ou sollicité les aides suivantes pour le financement de mon projet pendant l'exercice fiscal en cours et les deux exercices fiscaux précédents :

| Date de demande ou d'obtention | Nature de l'aide | Montant (précisez HT ou TTC) | Objet de l'aide |
|--------------------------------|------------------|------------------------------|-----------------|
| | | | |

Mentionner le montant des aides de minimis attribuées ou sollicitées dans les conditions prévues par le règlement (CE) n° 1998/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides de minimis, et par le règlement (CE) n°14074/213 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne (TFUE) aux aides de minimis.

Ne pas avoir reçu ou sollicité d'aides pour le financement de mon projet pendant l'exercice fiscal en cours et les deux exercices fiscaux précédents

Par ailleurs, j'atteste que mon entreprise ne fait pas l'objet d'une injonction de récupération non exécutée d'une aide déclarée illégale par la Commission européenne.

Fait à _____, le _____

(cachet de l'entreprise et signature du dirigeant)